LE MONDE 6/01/21

La rentrée scolaire, une « semaine test » pour l'éducation nationale

Quelque 12,4 millions d'élèves ont repris le chemin de l'école, lundi, sans changement, à ce stade, du protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées.

Par Mattea Battaglia

Publié aujourd'hui à 03h15, mis à jour à 10h48

Temps de Lecture 6 min.

Article réservé aux abonnés

Quelque 12,4 millions d'élèves ont repris le chemin de l'école, lundi 4 janvier, *« comme prévu »,* selon les propres mots du ministre de l'éducation, Jean-Michel Blanquer, c'est-à-dire sans changement, à ce stade, du protocole sanitaire dans les écoles, collèges et lycées.

« C'est un choix profondément éducatif et social et, en cela, aussi [un choix] *politique,* [que] *de préserver le droit des enfants à l'éducation »,* a défendu le ministre sur les ondes d'Europe 1, mardi 5 janvier au matin. *« Si j'avais écouté les Cassandre, j'aurais reporté chaque rentrée des classes* [depuis le début de l'épidémie, au printemps], a-t-il aussi souligné. *Des inquiétudes légitimes, il y en a, mais on ne peut pas priver d'emblée les enfants d'école. »*

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Jean-Michel Blanquer, un ministre dans la tourmente

En maintenant le calendrier scolaire inchangé, la France assume, avec l'Espagne, le Portugal et la Suisse, une position singulière, quand de nombreux autres pays voisins – du Royaume-Uni à la Grèce en passant par l'Allemagne – ont pris la décision, face à la menace d'une troisième vague épidémique, de fermer tout ou partie de leurs écoles. Mais, après les réunions festives de fin d'année, et alors que deux variants du SARS-CoV-2 circulent sur le territoire français, un certain nombre d'inconnues entourent cette rentrée. Tour d'horizon.

• Le « brassage » des élèves va-t-il faire évoluer le nombre de contaminations ?

La réponse viendra *« dans les dix jours »,* soufflent les infirmiers et infirmières scolaires, en prédisant une *« semaine test ».* Le prochain point de situation hebdomadaire émanant de l'éducation nationale est attendu vendredi.

Mais l'alerte lancée par le directeur général de la santé, Jérôme Salomon, dans un entretien au *Journal du dimanche* le 3 janvier, a rencontré un fort écho auprès des enseignants : les deux variants du SARS-CoV-2 (identifiés au Royaume-Uni et en Afrique du Sud) *« toucheraient »* plus les jeunes, y explique M. Salomon ; *« il faut donc qu'on soit très attentifs au milieu scolaire et universitaire ».* D'autant, précise-t-il, que *« les enfants reviennent de différents endroits, en France ou à l'étranger »,* ce qui peut *« rebattre les cartes de la situation*

épidémiologique ». Avant lui, c'est le conseil scientifique qui, dans son avis du 22 décembre, avait prévenu d'une *« possibilité de reprise incontrôlée de l'épidémie en janvier ».*

Lire aussi : Le variant britannique du SARS-CoV-2, « un risque élevé » pour l'Europe

Au-delà du débat scientifique sur la contagiosité des enfants, les enseignants, de la maternelle au lycée, portent aujourd'hui une même revendication : *« Faire toute la transparence sur les contaminations en milieu scolaire. »* Une demande relayée par les fédérations de parents : *« Il est urgent de savoir si, oui ou non, les écoles sont des lieux de clusters possibles »,* martèle Rodrigo Arenas, porte-parole de la FCPE.

Bon nombre d'observateurs de l'école avaient souligné, à l'automne, des *« contradictions »* entre les bilans hebdomadaires communiqués par l'éducation nationale, fondés sur du *« déclaratif »* (et qui ont rarement dépassé quelques milliers de *« cas positifs »),* et les statistiques, plus alarmantes, de l'agence de sécurité sanitaire Santé publique France. Questionné sur le sujet, mardi, M. Blanquer a prôné la *« vigilance »* tout en faisant valoir un chiffre rassurant : 0,3 % des 10 000 tests antigéniques réalisés dans des lycées, courant décembre, se sont révélés positifs.

• Faut-il revoir le protocole sanitaire en milieu scolaire ?

La question résonne au sein de la communauté éducative, alors que les mesures en vigueur pour se protéger du Covid-19 n'ont que peu évolué depuis le 2 novembre. Limitation du brassage des élèves, masques portés dès le CP et aération des classes toutes les deux heures doivent permettre de contenir l'épidémie. Y compris à la cantine, espace considéré à haut risque puisque les élèves y tombent le masque. Ce protocole renforcé est *« appliqué de manière de plus en plus professionnelle de la part de tous,* s'est félicité Jean-Michel Blanquer. *C'est un curseur que l'on doit pouvoir faire avancer ou reculer en fonction de la situation ».*

Dernière *« avancée »* en date, la possibilité de dédoubler les classes en lycée pour mettre en place des cours en demi-groupe et à distance a donné du lest à quelque 60 % des établissements qui s'en sont saisis. Une souplesse initialement accordée pour un temps limité : les cours étaient censés repasser à 100 % en présentiel à l'échéance du 20 janvier. A ce stade, nul ne sait si ce délai sera tenu. Ou même si le mouvement inverse ne sera pas amorcé : *« On pourrait accentuer le protocole en mettant sur pied un système* [d'enseignement] *hybride systématique pour tous les lycées ou tous les collèges »,* a annoncé M. Blanquer, tout en précisant qu'*« on n'en est pas là ».*

Article réservé à nos abonnés Lire aussi Continuité pédagogique : « Certaines activités s'accommodent de la distance, d'autres difficilement »

Une manière, disent les syndicats d'enseignants, de *« souffler le chaud et le froid »,* à quelque mois d'une session du baccalauréat encore incertaine : les épreuves, réformées en terminale cette année, pourront être modifiées jusqu'à quinze jours avant l'échéance, selon une ordonnance du 24 décembre. De quoi inquiéter un peu plus des parents et proviseurs qui dénoncent les *« inégalités »* entre établissements.

L'éducation nationale laisse également la porte ouverte à des *« mesures spécifiques selon les départements »,* inégalement touchés par l'épidémie. En zone rouge, où le couvre-feu a été ramené à 18 heures, l'impact sur les emplois du temps a, pour l'heure, été neutralisé : élèves, parents et enseignants peuvent invoquer le motif « activité professionnelle, enseignement et formation » pour circuler librement.

• Tester plus, vacciner plus vite, oui… mais comment ?

« Le monde enseignant est à l'image du reste de la société, souligne Stéphane Crochet, du SE-UNSA. *On a d'abord entendu s'exprimer une forme de scepticisme face à l'arrivée des tests et des vaccins ; aujourd'hui, c'est l'impatience qui prend le pas. »*

Concernant les tests, après une *« phase de rodage »* lancée fin novembre et qui a concerné une dizaine d'académies, à commencer par Créteil, Versailles et Paris, une *« montée en puissance est engagée »,* assure-t-on dans l'entourage de M. Blanquer : 1 million de tests antigéniques sont *« prêts »* à être utilisés au bénéfice des personnels, des lycéens et des collégiens. Quelque 2 000 infirmiers et médecins de l'éducation ont été formés à cette fin.

La vaccination des enseignants pourrait, elle, démarrer en mars *« au plus tard ».* C'est l'engagement pris par leur ministre de tutelle : *« Les enseignants font partie des professionnels de premier rang, après les personnels soignants »,* a-t-il défendu, sur BFM-TV le 3 janvier. Des propos réitérés le lendemain sur Europe 1.

Réclamée par les Nations unies, l'intégration des enseignants dans les groupes prioritaires avait été écartée dans un premier temps en France. La Mairie de Paris en a défendu le principe, lundi.

Placés en première ligne, les infirmiers scolaires n'en savent guère plus pour l'instant. *« Tester ? Vacciner ? Ce n'est pas ma mission première mais si on m'attribue les moyens nécessaires pour le faire, j'accompagnerai la dynamique »,* témoigne Patricia François, en poste dans un collège à Caen, et porte-parole du syndicat Snics-FSU. Mais il reste *« beaucoup de pédagogie à faire pour dissiper l'inquiétude ambiante »*, dit-elle : *« On a reçu des courriers de parents nous disant refuser que leur enfant soit vacciné. Ils confondent tests et vaccins. La partie n'est pas gagnée… »*

• Allonger les vacances d'hiver… quitte à réduire celles d'été ?

Ce n'est pas le *« scénario privilégié »* du ministre de l'éducation, mais *« on est ouverts à tous les scénarios, y compris* [rallonger d']*une semaine les vacances de février »,* a affirmé l'intéressé sur Europe 1.

L'hypothèse de vacances prolongées, relayée par certains médecins, dont l'épidémiologiste Antoine Flahault, suscite déjà une levée de boucliers des syndicats d'enseignants. Et ils ne sont pas les seuls à s'en alarmer : toucher aux congés de février ne peut que provoquer des réactions en cascade du côté des familles – à commencer par celles en garde partagée – mais aussi des collectivités, responsables des accueils de loisirs, ou encore des professionnels du tourisme qui comptent beaucoup sur ces vacances, échelonnées selon trois zones, pour limiter les effets de la crise.

« Ce type de déclaration ne fait que réveiller la grande crainte des collègues : qu'on n'ait pas d'autre solution que de laisser les écoles fermées » , explique Guislaine David, porte-parole du SNUipp-FSU, majoritaire dans le premier degré. Même réaction du SNES-FSU, représentatif en collèges et lycées : *« Un plan B, en cas de rebond épidémique, ne peut pas se limiter à une modification du calendrier,* s'énerve sa secrétaire générale, Frédérique Rolet. *Défendre la capacité d'adaptation du système, ça a du bon, mais tout ne peut pas être décidé à la petite semaine. »*

Les représentants syndicaux sont attendus, jeudi 7 janvier, au ministère de l'éducation pour discuter des enjeux sanitaires de cette rentrée.